

Le Bossisme politique à Montréal : Camillien Houde remplace Méderic Martin (1923-1929)

Robert-Maurice Migner

Number 1-74, June 1974

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1019664ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1019664ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

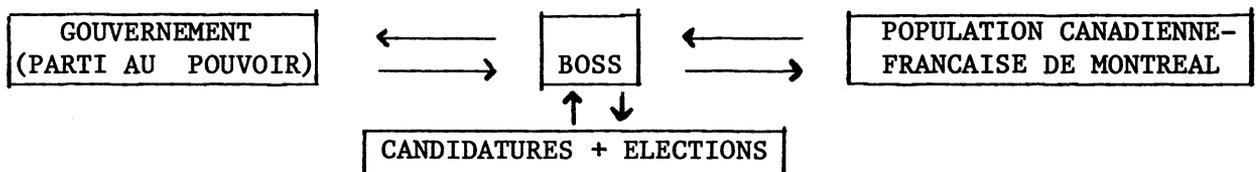
Migner, R.-M. (1974). Le Bossisme politique à Montréal : Camillien Houde remplace Méderic Martin (1923-1929). *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, (1-74), 2–8. <https://doi.org/10.7202/1019664ar>

LE BOSSISME POLITIQUE A MONTREAL:
 CAMILLIEN HOUDE REMPLACE MEDERIC MARTIN
 (1923-1929)

L'urbanisation accélérée du Canada et des Etats-Unis depuis la seconde moitié du XIXe siècle a provoqué des changements politiques importants dans les grandes villes continentales. La conséquence la plus spectaculaire de l'essor urbain de cette période est certes l'apparition de puissantes machines politiques à direction personnelle ou limitée qui vont exercer un contrôle attentif et rigoureux sur les élections, les candidatures, le patronage et les choix collectifs de la population des grandes villes. Aux Etats-Unis, une abondante littérature a déjà été consacrée à ce phénomène du bossisme¹ qui peut être sommairement défini comme l'accession au pouvoir politique municipal d'une machine généralement dirigée par un "boss". Historiquement, cette prise du pouvoir--ou ce contrôle des mécanismes de la prise du pouvoir--s'est produite au moment où les grandes agglomérations urbaines d'Amérique du Nord se sont gonflées d'une masse considérable de nouveaux habitants, émigrants étrangers ou ruraux en quête d'un gagne-pain et d'un niveau de vie supérieurs à ceux de leur milieu d'origine. Grâce à sa personnalité prestigieuse, le "boss" politique s'est gagné la confiance de cette masse d'électeurs et a pu contrôler les élections à tous les niveaux et la distribution des charges publiques. Souvent ces nouveaux chefs politiques sont d'origine assez humble--fils d'ouvriers ou d'émigrants étrangers ou campagnards--et leur action ne vise pas à changer le système mais à s'y insérer avantageusement, comme des parasites. Les liens qui unissent le "boss" à ses amis, alliés, collaborateurs et supporteurs sont généralement d'ordre financier, matériel, ethnique ou personnel mais rarement idéologique.² La nature et les attributs du leadership du "boss" peuvent changer d'une ville à l'autre selon les diverses caractéristiques sociales, économiques et ethniques des milieux urbains. Mais le "boss" puise toujours sa puissance de la confiance et de l'appui populaires et, à l'époque où les grandes législations sociales appartiennent toujours au monde de l'Utopie, le "boss" remplit la fonction sociale d'intégrer les masses urbaines à la vie politique et le rôle économique de les aider matériellement par la

distribution d'emplois et de services grâce au patronage.³ Grâce au pouvoir populaire dont il se prétend le détenteur ou le représentant, le "boss" peut exercer une influence déterminante sur les niveaux supérieurs de l'administration publique. C'est ainsi qu'il n'est pas rare qu'un "boss" obtienne la construction d'un édifice public ou l'établissement d'un service d'Etat à l'endroit de son choix. Il peut ainsi accroître davantage son pouvoir par la distribution d'emplois dans ces nouveaux complexes.

La province de Québec, et la ville de Montréal en particulier, n'a pas échappé à ce phénomène. La croissance économique et démographique⁴ de Montréal à la fin du XIXe siècle et l'abolition des restrictions censitaires pour les candidats à la mairie et à l'échevinage en 1911 et 1912⁵ vont créer des conditions propices à la naissance et à la consolidation de puissantes machines politiques. Ayant à leur tête un "boss", ces machines vont jouer un rôle considérable tant au niveau municipal qu'au niveau provincial et parfois même fédéral. Le bossisme montréalais diffère toutefois de son cousin américain sur un point important: le "boss" montréalais est effectivement moins puissant que le "boss" de Tammany Hall (machine démocrate de New York) ou de quelque autre ville américaine. Comment expliquer cette différence? Premièrement, le "boss" américain compte sur de fortes minorités ethniques tandis qu'à Montréal, le "boss" ne tire son pouvoir que de la population canadienne-française qui s'est intégrée plus rapidement à la vie politique urbaine. Deuxièmement, les partis politiques américains étaient peu disciplinés comparativement aux partis québécois fortement hiérarchisés et encadrés; il était donc plus facile pour le bossisme de s'installer et de se développer dans le système américain que dans le nôtre. Le parangon suivant se propose d'illustrer la relation dynamique entre les diverses fonctions et composantes du bossisme politique montréalais:



1. Le "boss" reçoit son pouvoir de la population canadienne-française de Montréal qui le plébiscite. En retour, il distribue des secours et des emplois. A la manière du tyran de la Grèce antique, le "boss" tire sa puissance de la confiance populaire.
2. Homme prestigieux et puissant, il tente--et il y parvient en plusieurs occasions--de faire élire "ses" hommes aux trois niveaux de gouvernement.
3. Le gouvernement craint le "boss" et tente de se l'acoquiner. Il lui rend des services importants. Mais le parti au pouvoir s'efforce également de briser le pouvoir du "boss" en essayant de contrôler le gouvernement municipal et en sapant son prestige politique. Cependant, à l'heure des élections, le gouvernement a besoin des services du "boss" et doit de nouveau lui faire la cour. Si le "boss" est d'un parti adverse, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour l'écraser.
4. Dans le système québécois, le gouvernement est dominé par un parti unique durant de longues périodes. Le "boss" montréalais devient ainsi une opposition extra-parlementaire.⁶

Les deux "boss" les plus célèbres de l'histoire montréalaise demeurent certes Médéric Martin (1869-1946) et Camillien Houde (1889-1958). Ils avaient mis sur pied de très puissantes machines politiques leur permettant de contrôler le gouvernement municipal ainsi que la plupart des élections affectant les circonscriptions électorales de l'île. La défaite de la machine de Médéric Martin en 1928 par le jeu combiné de l'entrée en scène d'un nouveau "boss", plus puissant et plus habile encore, Camillien Houde, et l'action en coulisse du gouvernement d'Alexandre Taschereau, fatiguée de l'effronterie de Martin et désireux de substituer à l'influence de ce dernier celle de Léonide Perron dans la région montréalaise, illustre très bien notre modèle.

Médéric Martin a eu une carrière politique plus que mouvementée.⁷ Fils d'un des pionniers du quartier Sainte-Marie, Martin a d'abord travaillé comme ouvrier-cigarier avant de s'installer à son propre compte et de mettre en vente un cigare populaire, le Martin, le "cigare des

travailleurs". Au début du siècle, on le retrouve dans les clubs politiques libéraux de Sainte-Marie. Il devient échevin municipal et acquiert une grande popularité par ses prises de position favorables à de meilleures conditions de travail pour les employés municipaux. En 1906, il triomphe du candidat ouvrier Joseph Ainey lors d'une élection partielle fédérale et deux ans plus tard, il menace Laurier de lui retirer son appui si le nouveau bureau de poste promis au comté de Saint-Jacques n'est pas construit dans Sainte-Marie. Laurier ne pouvant se passer de Martin et de son organisation, il acquiesce à l'exigeante demande de Martin qui, fort du prestige de cette victoire, obtient facilement de ses électeurs le renouvellement de son mandat. A Montréal, son nom est associé à celui de la "gang des 23", groupe d'échevins montréalais qui contrôle le patronage municipal. L'enquête Cannon (1910) dérange quelque peu les plans de ce groupe de "patroneux" et, aux élections municipales, Martin perd son siège d'échevin. Mais en 1912, il revient à l'Hôtel de Ville comme échevin et en 1914, à la suite d'une dure campagne, il triomphe de l'anglophone Stephens et devient maire de Montréal, rompant ainsi avec l'ancienne tradition selon laquelle francophones et anglophones alternaient à la mairie de Montréal. Ce renversement opéré par Martin s'est réalisé grâce à l'accroissement de la population franco-montréalaise, dû à l'essor économique de la ville et à l'annexion de quelques municipalités canadiennes-françaises de la région.⁸ Dès lors, Martin peut agir à sa guise. Il n'hésite pas à s'attaquer aux échevins anglophones ni à défier le gouvernement de Lomer Gouin. Réélu maire de Montréal, il s'oppose à la conscription mais, devant les bombes et les émeutes (juin-août 1917), il prêche le calme et l'obéissance à l'autorité établie et aide Laurier à balayer l'île de Montréal aux élections fédérales. En 1920, il obtient un siège de conseiller législatif au parlement de Québec. Le gouvernement libéral reconnaît ainsi les services qu'il a rendus au parti. Mais le nouveau membre de la "Chambre haute" du Québec n'en continue pas moins à diriger sa machine politique montréalaise. En 1920, il fait élire le typographe Joseph Gauthier député provincial de Sainte-Marie lors d'une élection partielle. Conseiller législatif, maire et "boss" politique de la ville de Montréal, Médéric Martin est à son apogée.

C'est à l'occasion de l'élection provinciale de 1923 que Médéric Martin affronte pour la première fois celui qui est destiné à détruire sa puissance et mettre fin à sa carrière politique active. En effet, Camillien Houde, favori des clubs conservateurs du quartier et fougueux tribun populaire, est candidat de son parti dans Sainte-Marie. Né en 1889 dans le quartier Saint-Henri, Camillien Houde a connu une enfance plutôt difficile,⁹ perdant son père à l'âge de dix ans et devant travailler pour gagner sa vie. Il réussit tout de même à compléter des études commerciales et, à l'âge de seize ans, il est engagé par la Banque d'Hochelaga où il gravit rapidement les échelons de la réussite. Mais, en 1919, il quitte la Banque pour se lancer en affaires où il connaît déboires après déboires. Il devient secrétaire d'un club conservateur de Sainte-Marie et, en 1923, à la veille de l'élection provinciale, il obtient l'investiture de son parti dans cette division. A ce moment, la direction conservatrice croit peu ou pas à une poussée oppositionniste dans ce château-fort libéral détenu par Joseph Gauthier, brave homme sans couleur mais fort de l'appui de Médéric Martin. L'ascension de Camillien Houde au rang de principal "boss" politique de la région de Montréal se fera en cinq étapes:

1. En 1923, il triomphe de Joseph Gauthier et devient député provincial. Il acquiert rapidement une grande popularité en prenant la défense des travailleurs. Il est même sollicité par Arthur Meighen pour devenir l'un de ses lieutenants québécois.
2. A l'élection provinciale de 1927, Houde est défait par Joseph Gauthier à cause de la machine de Médéric Martin. Cependant, l'élection de Gauthier est annulée à cause des nombreuses irrégularités commises durant la campagne.
3. En avril 1928, Houde décide de se présenter à la mairie de Montréal où il écrase Médéric Martin par une forte majorité. Le gouvernement provincial dirigée par Alexandre Taschereau n'avait pas voulu intervenir dans la campagne pour éviter une trop grande arrogance de Martin en cas de victoire.
4. A l'automne 1928, Houde triomphe de ses adversaires libéraux dans l'élection partielle de Sainte-Marie. Député provincial et maire de Montréal, Camillien Houde a complètement détruit la machine politique

de Médéric Martin à Montréal. Il est l'homme politique le plus populaire de la région métropolitaine et il commence à contrôler le patronage municipal.

5. Fort de ses récentes victoires, Houde est élu chef du parti conservateur provincial en juillet 1929. Dès lors, les libéraux s'efforceront de le combattre tant dans sa forteresse montréalaise que sur le plan provincial pour y parvenir temporairement en 1931-1932. Cependant, à cause de la toute puissance du parti libéral au Québec, Camillien Houde, en tant que maire de Montréal, joue un rôle d'opposition extra-parlementaire.

Comme tous les "boss" politiques, Houde n'a pas vraiment contesté le système dans lequel il a milité. Il a souvent proféré des menaces mais jamais il n'a encouragé les Montréalais à la révolte.¹⁰ Même en pleine crise économique, il a toujours recommandé la prudence. Dans ses discours aux foules, Houde s'exclamait: "Je suis votre paratonnerre!"¹¹ En réalité, il fut surtout le paratonnerre des possédants contre la rancœur des petites gens. En plusieurs occasions, durant la crise économique, il a calmé des foules en colère. Quelques années plus tard, Mackenzie King, premier ministre du Canada, aurait confié à Camillien Houde: "S'il n'y a pas eu d'émeutes à Montréal, c'est à vous, monsieur Houde, que nous le devons."¹²

Robert-Maurice Migner

NOTES

1. Voir à ce sujet Edward Banfield et James Q. Wilson, *City Politics* (Cambridge: Harvard & M.I.T. Presses, 1963); Harold F. Gosnell, *Boss Platt and His New York Machine* (Chicago: University of Chicago Press, 1924); R.H. Luthin, *American Demagogues* (Boston: Beacon Press, 1954); W.S. Sayre et H. Kaufman, *Governing New York City: Politics in the Metropolis* (New York: Norton, 1965); Frederic Shaw, *The History of the New York City Legislature* (New York: Columbia University Press, 1954); Joel Arthur Tarr, *A Study in Boss Politics: William Lorimer of Chicago* (Urbana: University of Illinois Press, 1971); Maurice R. Werner, *Tammany Hall* (Garden City: Doubleday, 1928).
2. Nous empruntons cette première partie de notre modèle à Fred I. Greenstein, "The Changing Pattern of Urban Party Politics", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 353 (mai 1964): 1-13.

3. Sur les fonctions sociales du bossisme, voir Elmer E. Cornwell Jr., "Bosses, Machines and Ethnic Groups", *ibid.*, 353 (mai 1964): 27-39.
4. La population de Montréal passe de 57,715 habitants en 1851 à 90,323 en 1861, à 107,225 en 1871, à 155,238 en 1881, à 219,616 en 1891, à 328,172 en 1901, à 490,504 en 1911 et à 618,506 en 1921. Pour les chiffres de 1851 à 1891, voir Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec 1851-1896* (Montréal: Fides, 1971), 292; pour les données du XXe siècle, voir Québec, *Annuaire statistique, 1930* (Québec: Imprimeur du Roi, 1930), 45.
5. Guy Bourassa, "Les élites politiques de Montréal: de l'aristocratie à la démocratie" dans Richard Desrosiers, éd., *Le Personnel politique* (Montréal: Boréal Express, 1972), 113-134.
6. Nous remercions le professeur Michel Brunet de nous avoir suggéré cette fonction originale du bossisme montréalais.
7. Il n'existe pas de biographie en bonne et due forme de Médéric Martin. Les informations que nous donnons proviennent essentiellement des journaux de l'époque, surtout du *Devoir*, de notre mémoire de maîtrise intitulé *Camillien Houde et le houdisme* (Université de Montréal, 1971) et de Robert Rumilly, *Histoire de Montréal* (Montréal: Fides, 1972), tome III. Pour une description pittoresque de Martin, voir Paul Dulac [pseudonyme de Georges Pelletier], *Silhouettes d'aujourd'hui* (Montréal: Le Devoir, 1926), 37-38.
8. Sur l'essor économique de Montréal au début du XXe siècle et surtout sur le progrès de ses installations portuaires, voir Paul-André Linteau, "Le développement du port de Montréal au début du 20e siècle", *Société historique du Canada*, 51ème réunion annuelle, juin 1972; sur les annexions, consulter *Evolution des statuts des municipalités du district de Montréal* (Montréal: Bureau de recherches économiques de la ville de Montréal, 1970) et *Tableaux schématiques de l'évolution des municipalités de la région de Montréal* (Montréal: Bureau de recherches économiques de la ville de Montréal, 1970).
9. Pour les premières années de la vie de Camillien Houde, voir Charles Renaud, *L'Imprévisible Monsieur Houde* (Montréal: Les Editions de l'Homme, 1964) et Robert Rumilly, "La carrière sensationnelle de Camillien Houde", *La Patrie du dimanche*, 19 octobre 1958.
10. Nous ne considérons pas sa déclaration durant la Deuxième Guerre mondiale comme une incitation à la révolte mais à une certaine forme de résistance passive.
11. Renaud, *Houde*, 26.
12. *Ibid.*, 26-27.